



Ecole

Rentrée :
Blanquer face
aux inquiétudes
sanitaires

PAGE 10

FRANCE

Rentrée : Blanquer face aux inquiétudes sanitaires

Le ministre de l'éducation nationale peine à rassurer parents et enseignants, qui lui reprochent son « flou »

L'accomplissement des réformes ne doit pas être détourné par la crise sanitaire», a insisté Jean-Michel Blanquer lors de sa conférence de presse de rentrée, jeudi 26 août. Des questions de laïcité au dédoublement des CP-CE1, en passant par la réforme du lycée, le ministre de l'éducation nationale a dressé un panorama de ce qu'il a accompli depuis 2017, avant, seulement, de faire le point sur la situation sanitaire.

Il était pourtant très attendu sur ce dernier sujet par les représentants de parents et d'enseignants, qui souhaitent des précisions depuis la fixation du protocole sanitaire au niveau 2 sur les quatre échelons possibles. Les élèves de la maternelle à la terminale feront leur rentrée à partir du 2 septembre, excepté en Martinique, en Guadeloupe, à Saint-Barthélemy et dans une partie de la Guyane, où elle est repoussée au 13 septembre. « Bien sûr, nous rencontrerons des difficultés, bien sûr, il y aura des problèmes. Nous nous mettons en situation de les gérer », a assuré M. Blanquer. Il n'exclut pas, si la situation l'exige, une différenciation du niveau de protocole selon les territoires.

Cette sérénité affichée fait bon dir parents et enseignants. Guislaine David, cosecrétaire générale du SNUipp-FSU, l'affirme : « Le ministre ne nous rassure pas. C'est comme s'il n'avait pas pris conscience que le variant Delta change la donne. Avec des décisions possiblement locales, il ajoute du flou au flou. » « Il va falloir une grande vigilance sur l'évolution de l'épidémie dans les premières semaines qui suivront la

rentrée. Sur des points comme la restauration scolaire, le protocole au niveau 2 manque de prudence », corrobore le secrétaire général du SE-UNSA, Stéphane Crochet.

Une « note d'alerte »

L'école primaire concentre les inquiétudes, les enfants de moins de 12 ans ne pouvant être vaccinés. Jean-Michel Blanquer a rappelé la volonté de faire passer 600 000 tests salivaires hebdomadaires dans le primaire, et la mise à disposition de deux auto-tests par semaine pour les personnels. « Il sera difficile d'arriver à ce chiffre sans une politique volontariste et une campagne de communication efficace. L'an dernier, seuls 60 % des parents étaient d'accord pour faire passer ce type de tests », estime Guislaine David.

D'après une étude de l'Institut Pasteur, la moitié des contaminations toucheront les 0-17 ans cet automne. Pour l'épidémiologiste et membre du conseil scientifique Arnaud Fontanet, qui a participé à la rédaction d'une « note d'alerte » remise au gouvernement le 20 août, il faudrait un dépistage des élèves de primaire deux fois par semaine pour un meilleur contrôle de l'épidémie. Soit beaucoup plus qu'annoncé aujourd'hui. Il y a 6,5 millions d'élèves dans le primaire...

Parents et enseignants craignent des fermetures de classes en cascade, un élève malade suffisant, dans le primaire, à renvoyer le reste de la classe à la maison. « C'est tout de même une drôle d'idée que les enfants qui ne sont pas malades soient renvoyés chez eux. En cas de Covid dans une classe, on pourrait pratiquer un test chaque matin pour permettre

aux élèves d'aller à l'école s'ils sont négatifs », remarque Rodrigo Arenas, porte-parole de la FCPE.

« Notre atout, c'est le vaccin »

Hubert Salaün, porte-parole de la PEEP, autre fédération de parents d'élèves, n'est pas plus rassuré : « On arrive à la fin du "quoi qu'il en coûte", mais on reste encore dans le flou sur les mesures pour permettre aux parents de s'organiser en cas de fermetures de classes en primaire. Ils risquent de se trouver en difficulté avec leurs employeurs. » Pour Sophie Vénétitay, secrétaire générale du SNES-FSU, la question des tests se pose aussi dans le second degré : « Il ne s'agit pas seulement de faire des contrôles dans les zones où le virus circule beaucoup, mais d'arriver à en faire davantage pour surveiller et comprendre l'épidémie. »

Sur l'équipement en capteurs de CO₂ des établissements scolaires, Jean-Michel Blanquer encourage sa généralisation, mais assume le fait que le sujet ne soit pas central dans sa stratégie sanitaire : « C'est un outil, comme un thermomètre. Le plus important reste d'ouvrir les

fenêtres. » Une circulaire doit néanmoins préciser prochainement les modalités d'accompagnement des collectivités territoriales. Sur les purificateurs d'air, le ministre se montre plus circonspect : « Tous n'ont pas les mêmes vertus. Certains peuvent s'avérer contre-productifs. »

« Notre atout, c'est le vaccin », juge-t-il. Les progrès de la vaccination chez les adolescents de plus de 12 ans (59 % ont reçu au moins une injection) et chez les enseignants permettent d'avoir « plus de sérénité que précédemment » face à la pandémie. Selon un son-





aux élèves d'aller à l'école s'ils sont négatifs», remarque Rodrigo Arenas, porte-parole de la FCPE.

« Notre atout, c'est le vaccin »

Hubert Salaün, porte-parole de la PEEP, autre fédération de parents d'élèves, n'est pas plus rassuré : « On arrive à la fin du "quoi qu'il en coûte", mais on reste encore dans le flou sur les mesures pour permettre aux parents de s'organiser en cas de fermetures de classes en primaire. Ils risquent de se trouver en difficulté avec leurs employeurs. » Pour Sophie Vénéitay, secrétaire générale du SNES-FSU, la question des tests se pose aussi dans le second degré : « Il ne s'agit pas seulement de faire des contrôles dans les zones où le virus circule beaucoup, mais d'arriver à en faire davantage pour surveiller et comprendre l'épidémie. »

Sur l'équipement en capteurs de CO₂ des établissements scolaires, Jean-Michel Blanquer encourage sa généralisation, mais assume le fait que le sujet ne soit pas central dans sa stratégie sanitaire : « C'est un outil, comme un thermomètre. Le plus important reste d'ouvrir les

fenêtres. » Une circulaire doit néanmoins préciser prochainement les modalités d'accompagnement des collectivités territoriales. Sur les purificateurs d'air, le ministre se montre plus circonspect : « Tous n'ont pas les mêmes vertus. Certains peuvent s'avérer contre-productifs. »

« Notre atout, c'est le vaccin », juge-t-il. Les progrès de la vaccination chez les adolescents de plus de 12 ans (59 % ont reçu au moins une injection) et chez les enseignants permettent d'avoir « plus de sérénité que précédemment » face à la pandémie. Selon un son-

dage Ipsos effectué par le ministère de l'éducation nationale, 78 % des enseignants sont complètement vaccinés et 11 % ont programmé une deuxième injection.

« Nous allons travailler à élargir cette vaccination, à la proposer au plus près des élèves dans des centres dans les établissements scolaires ou à proximité », détaille M. Blanquer. Bruno Bobkiewicz, secrétaire général du syndicat des proviseurs SNPDEN-UNSA, approuve la démarche, mais veut que « cela soit facile à mettre en place. Les 1700 médiateurs et 700 assistants d'éducation prévus doivent arriver rapidement dans [les] établissements ». « Nous n'allons pas nous transformer en directeurs d'hôpital », ajoute-t-il. Pour les personnels de l'éducation nationale, les questions sanitaires ont déjà pris le pas sur les questions pédagogiques, à l'approche de la rentrée. ■

YASSINE BNOU MARZOUK
ET SYLVIE LECHERBONNIER

